



C E T R I

ANALYSE 2017  
4 décembre

Centre tricontinental

## COLOMBIE : ACCORDS DE PAIX ET NOUVEAU CYCLE DE LUTTES SOCIALES

Mauricio Archila

**Les récents accords de paix ont permis de remettre en avant les revendications des mouvements sociaux colombiens. Ceux-ci participent, depuis 2013, d'un nouveau cycle de luttes, autour de questions socio-environnementales ou qui touchent à la responsabilité de l'État, à la participation citoyenne et au modèle économique. Plus largement, ce contexte inédit de paix, en dépit de signes inquiétants, laisse poindre un nouvel horizon démocratique.**

La conjoncture actuelle est très contradictoire, source de confusion pour l'observateur extérieur. Suite à la conclusion des accords de paix, l'euphorie au niveau international contraste avec l'apparente apathie de la société colombienne. L'opposition virulente, par moment violente, au processus de paix – accrue par la courte victoire du « non » lors du plébiscite du 2 octobre 2016 – et le début anticipé de la campagne électorale pour renouveler la présidence et le Congrès en 2018 sont venus s'ajouter à la faible popularité du gouvernement de Juan Manuel Santos. Cependant, cela ne s'est pas traduit par une vague croissante de protestation sociale.

Les mouvements sociaux ont en général soutenu les pourparlers de paix avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), de même que ceux qui viennent de débiter avec l'autre guérilla, l'ELN (Armée de libération nationale). En outre, ces mouvements ont maintenu leurs distances à l'égard de l'opposition de droite, conduite par les ex-présidents Alvaro Uribe Velez et Andres Pastrana. Leur mobilisation répond plutôt à d'autres dynamiques.

### Actualité des luttes sociales

Le suivi du nombre de luttes sociales recensées chaque année en Colombie permet d'observer un rebond depuis 2013, année de grande mobilisation, particulièrement dans le milieu rural. Malgré un léger ralentissement par la suite, la contestation se maintient à un niveau élevé (entre 880 et 1030 luttes répertoriées annuellement depuis 2013, pour 827 en 2010, 636 en 2005, 468 en 2000). Qui sont les acteurs de ce cycle et autour de quelles thématiques se mobilisent-ils ?

Le premier semestre de 2017 a été marqué par la grève nationale des enseignants. La quasi-totalité des 350000 instituteurs et professeurs des niveaux primaire et secondaire sont membres de la puissante fédération syndicale nationale, la FECODE. Durant trente-sept jours, plus de 8 millions d'enfants inscrits dans l'enseignement public n'ont pas eu cours. À l'origine du conflit, la non-exécution de l'accord de 2015 ; accord qui portait entre autres sur l'égalisation des salaires et les soins de santé des professeurs, et qui faisait suite à une grève importante. Après une négociation difficile – le gouvernement alléguant manquer de ressources, en raison du coût du processus de paix –, un accord a été obtenu cette année, particulièrement en ce qui concerne l'égalisation salariale, mais moyennant

<sup>1</sup>. Pour une analyse plus détaillée des conflits sociaux de 2017, lire Archila et al. (2017).

l'engagement des enseignants de récupérer les heures de classe perdues.

Au même moment, les employés des ministères de la Justice et du Travail, exprimèrent leur malaise devant le non-accomplissement par leur « patron » – l'État – des ajustements salariaux. De plus, les centrales syndicales marquèrent leur mécontentement face à la tenue partielle – au nom du risque d'augmenter le chômage – de la promesse gouvernementale d'accroître la tranche des heures prestées la nuit : celles-ci commencent à être comptabilisées à partir de 21h et non 20h, ainsi que le réclamaient les travailleurs.

Les populations oubliées de la côte pacifique, composées dans leur majorité d'Afro-Colombiens, affichèrent également une capacité impressionnante de mobilisation. Deux grèves citoyennes marquantes se sont déroulées en mai et juin 2017 dans le département du Chocó et à Buenaventura, principal port sur la côte pacifique. Dans les deux cas, la non-mise en œuvre d'accords préalables par l'État a, à nouveau, joué un grand rôle.

Pour ce qui est du Chocó, l'histoire se répète depuis 1979 au moins. Les mobilisations du mois de mai dénonçaient les carences historiques : des tarifs élevés d'énergie, le manque d'eau potable, l'état désastreux des routes, un service de santé déficient, ainsi que le retard mis au rattachement, dans la cartographie officielle, d'une portion de territoire disputée au département d'Antioquia.

À Buenaventura, des organisations communautaires, syndicales et sociales lancèrent une grève citoyenne pour demander au gouvernement de répondre à la situation d'abandon dans lequel se trouve la ville, particulièrement les zones les plus pauvres du port. Les revendications portèrent également sur l'état précaire des services de santé et d'éducation, le mauvais état des routes, les défaillances des services publics offerts à domicile, les menaces d'expulsion d'habitants liées à la mise en place de mégaprojets, ainsi que la nécessité d'un accès à la justice et à une réparation pour les victimes individuelles et collectives de la violence politique. Au Chocó comme à Buenaventura, la négociation fut lente ; le gouvernement cherchant à ignorer la légitimité des revendications et l'étendue de la protestation, reproduisant ainsi l'abandon historique des « marges » de la nation.

D'autres conflits ont touché les grandes villes du pays, en rapport avec le transport urbain. Plus particulièrement, les chauffeurs de taxi se sont opposés à la plateforme digitale Uber, ainsi qu'à toute forme de concurrence déloyale. Ils défendaient leur droit au travail, comme le firent d'autres travailleurs indépendants, tels que les vendeurs ambulants et les mineurs artisanaux, qui demandaient en outre que cesse le harcèlement des autorités à leurs égards.

La question environnementale, surtout l'opposition à l'exploitation minière de type extractiviste<sup>2</sup>, fut également à l'origine de conflits sociaux. Nombre de municipalités affectées par l'activité minière ont essayé de la freiner par la voie institutionnelle. Ainsi, depuis 2013, sept consultations populaires portant sur cette activité ont été organisées, et toutes ont atteint un score élevé de rejet, spécialement en ce qui concerne l'exploitation de l'or<sup>3</sup>. Quarante-quatre autres municipalités s'approprient à organiser de telles consultations, suscitant l'inquiétude du gouvernement, qui prétend que la perte de ces ressources affecterait non seulement la réduction de la pauvreté, mais aussi les dépenses engagées pour les accords de paix. Mais il oublie qu'en raison de la corruption généralisée, une part importante de ces ressources n'arrive pas à leurs destinataires.

Le thème environnemental est également présent dans l'opposition aux mégaprojets – hydroélectriques par exemple, comme le barrage d'El Quimbo, dans le département d'Huila –, aux projets de développement urbain, comme celui envisagé par l'actuel maire de Bogotá dans une réserve naturelle du nord de la ville, ou encore aux fumigations aériennes des cultures de drogue ; fumigations qui finissent par affecter les autres cultures et surtout la population avoisinante.

### Caractéristiques des luttes sociales

Quatre enjeux majeurs ressortent du cycle des conflits sociaux commencé en 2013 : la défaillance historique de l'État face à ses devoirs, l'opposition au modèle économique et au discours contradictoire

2. L'extractivisme concerne aussi bien l'activité minière et pétrolière que l'agriculture et l'élevage intensifs, le tourisme et les mégaprojets (infrastructure, barrages, etc.).

3. C'est ce qui s'est passé à Piedras et à Cajarmaca (Tolima), à Pijao (Quindío), à Cabrera, Arbelaez et Pasca (Cundinamarca), à Tauramena (Casanare) et à Cumaral (Meta).



du gouvernement, et la construction d'une citoyenneté nouvelle (Archila et al., 2013).

Nombre de mobilisations répondent à des processus de longue date, tels que l'abandon des zones frontalières, dont la région du Pacifique, et les manquements chroniques de l'État à ses obligations vis-à-vis de nombreux citoyens. A plusieurs reprises, au sein des sphères gouvernementales, à commencer par le président lui-même, affleure le mépris traditionnel des classes supérieures à l'égard des simples citoyens, du centre face à la province, suscitant la colère et soulevant les protestations.

Ces dernières années, les paysans, les indigènes et les communautés afro-colombiennes se sont confrontés à ce qu'ils considèrent comme des effets perniciose de l'ouverture de l'économie, et pratiquement aux traités de libre-échange, particulièrement ceux signés avec les États-Unis et l'Europe. La nouveauté est que cette ouverture néolibérale affecte y compris des paysans aisés, qui se sont mobilisés pour la première fois en 2013. Nombre de ces mobilisations ont été structurées par des organisations paysannes qui mettaient en avant dans leurs marches – une manière sans doute d'exiger du gouvernement leur reconnaissance – le mot « dignité ».

Le modèle extractiviste a également été contesté par différents acteurs sociaux, en raison de son impact socio-environnemental sur les communautés affectées et les travailleurs des grandes entreprises minières et pétrolières. Ce modèle économique est également mis en question dans les villes, où les mobilisations visaient avant tout à ce que les services sociaux, tels que la santé et l'éducation, de plus en plus privatisés, soient pris en charge en tant que droits fondamentaux.

Face à cette avalanche de critiques adressées au modèle économique, la réponse du gouvernement fut une défense de principe. Depuis sa candidature en 2010, Santos a proposé qu'une des quatre « locomotives » de son gouvernement soit l'activité énergétique minière. Mais, mis sous pression, et cherchant à ménager tout le monde, il a fini par faire des concessions limitées ou des promesses qu'il lui sera difficile de tenir, alimentant ainsi les cycles prochains de contestation.

Le discours contradictoire du gouvernement touche aussi la participation citoyenne et, concrètement, le droit à manifester. Ce droit, théoriquement accepté, est sanctionné dans la pratique, comme le montre le nouveau code de police de 2016, et plus encore l'intervention de l'Esmad (l'Escadron mobile antiémeute) lors de manifestations ; intervention qui se traduit généralement par une répression brutale<sup>4</sup>.

La signature de l'accord de paix avec les FARC et l'ouverture des négociations avec l'ELN ont créé une opportunité politique pour mettre en avant les questions sociales « historiques », n'ayant pu être résolues au cours des accords avec la guérilla. Les mouvements sociaux appuient l'issue politique au conflit armé et se déclarent favorables au dialogue de paix, mais ils ne se sont pas sentis représentés au cours des négociations à la Havane (avec les FARC) ni aujourd'hui à Quito (avec l'ELN).

Cependant, les processus de paix ont sans nul doute remis sur le tapis des revendications citoyennes, comme l'accès à la terre et à l'autonomie territoriale, la gestion des cultures de drogues et même, bien qu'indirectement, le modèle économique, la nécessaire réforme politique et la légitimité du droit à la contestation. Toutefois, de nombreux thèmes spécifiques, mis en avant depuis longtemps par les mouvements sociaux, ne l'ont pas été. Cet agenda social postposé, il leur appartient de le promouvoir afin de combler ce grand vide.

La contestation sociale en Colombie au cours des dernières années, particulièrement durant le gouvernement de Santos (2010-2018), fait apparaître une nouvelle citoyenneté en gestation. Celle-ci se manifeste dans les appels à la dignité, dans l'exigence d'autonomie, non seulement des communautés indigènes et afro-colombiennes, mais aussi rurales – par le biais des Zones de réserve paysanne, protégées légalement depuis 1996 – et urbaines – comme en témoignent les consultations populaires face à l'extractivisme minier. Se profile ainsi une exigence de respect et de dignité, participant d'une nouvelle citoyenneté, qui se construit sur base des valeurs, toujours actuelles, d'égalité et liberté, mais aussi sur base du respect de la différence et de l'autonomie.

---

<sup>4</sup>. Créé en 1999 en tant que corps militarisé de la police, l'Esmad est intervenu dans presque tous les heurts violents découlant des manifestations. Lors du débat tenu au Congrès, en 2016, le parlementaire Alirio Uribe rapporta qu'au cours de la première moitié de l'année, l'intervention de l'Esmad s'était soldée par 682 victimes ([www.pacifista.com](http://www.pacifista.com)). Pour leur part, plusieurs ONG latino-américaines de défense des droits humains ont dénoncé le fait qu'entre 2002 et 2014 l'Esmad s'est rendu « responsable de 448 cas d'agressions causant 3950 victimes » (CELS, 2016).

## Un nouvel horizon démocratique ?

Dans ce contexte, la paix ressort comme la grande nouveauté, et ce même si l'opposition de droite prétend en minimiser la portée. Il s'agit d'un événement historique : les FARC, la plus importante et ancienne guérilla d'Amérique latine, est en train de se démobiliser pour intégrer la vie politique, alors que l'autre guérilla initie – lentement il est vrai – des pourparlers. Cela ne signifie pas l'arrêt immédiat de toute violence politique, puisqu'il n'existe pas encore d'accord de cessez-le-feu avec l'ELN, et qu'il subsiste nombre de groupes paramilitaires et de narcotrafiquants, auxquels viennent s'ajouter des dissidences, peu nombreuses mais préoccupantes, des FARC. De fait, il y a des signes inquiétants de persistance de la violence contre les victimes du conflit armé, les personnes revendiquant des terres et les défenseurs des droits humains et de l'environnement, pour ne citer que les populations les plus vulnérables<sup>5</sup>.

En dépit de ce constat, un nouvel horizon démocratique est en train de poindre, où la violence cesse d'être l'instrument de résolution des conflits. L'extension même de la contestation montre que soufflent des vents nouveaux en faveur d'une réelle participation citoyenne. Comme l'affirme l'historien Medofilo Medina (2014) : « ces mouvements commencent à préfigurer un pays désireux de bousculer certaines situations arriérées et inhumaines de reproduction du système politique ».

### Bibliographie

Archila M. et al. (2013), « Luttés sociales en Colombie », Bogota, Cinep, [www.cinep.org.co](http://www.cinep.org.co).

Archila M. et al. (2017), « Eso le pasa por incumplido. Significado de la reciente movilizacion social », Cien Dias, n° 90, février-mai.

CELS (2016), Los Estados Latinoamericanos Frente a la Protesta Social, [www.cels.org.ar](http://www.cels.org.ar).

Medina M. (2014), El rompecabezas de la paz, Medellin, La Carreta.

Redacción paz (2017), « Ya van 52 líderes sociales asesinados este año », El Espectador, 13 juillet.

**Mauricio Archila est professeur à l'Université nationale de Colombie et chercheur au CINEP (Centre de recherche et d'éducation populaire), Bogotá.**

**Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
[cetri@cetri.be](mailto:cetri@cetri.be) - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon



<sup>5</sup>. Selon la Defensoria del Pueblo, il y a eu « 186 homicides de leaders sociaux et de défenseurs des droits humains depuis le 1 janvier 2016 et en cette année (2017) on compte 52 homicides et environ 500 victimes de menaces » (El Espectador, 13 juillet 2017). Le même journal signale que, selon l'ONG anglaise Global witness, il y a eu 37 assassinats de défenseurs de l'environnement, faisant de la Colombie le deuxième pays du monde le plus violent pour les opposants à l'extractivisme, après le Brésil.